

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 10/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PAPER ROUEN

Rue Desire Granet
B.P. 551
76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

Références : UDRD-2024-01-T-17
Code AIOT : 0005801044

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement DS SMITH PAPER ROUEN implanté Rue Désiré Granet 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 13/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale menée sur la détection incendie sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a été l'occasion d'examiner également les moyens d'extinction incendie et les rétentions des eaux incendies.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PAPER ROUEN
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray
- Code AIOT : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Le site DS SMITH PAPER ROUEN produit de la pâte à papier et du papier à carton à partir de déchets entrant de balles de papier. Le site est autorisé au titre de plusieurs rubriques ICPE, notamment au titre de la rubrique 3610 relative à la fabrication du papier.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- détecteurs incendie
- moyens de lutte contre l'incendie
- rétentions des eaux incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des détecteurs et contrôle	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Implantation des détecteurs et report d'alarme	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Etat du système d'extinction automatique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.1.10	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Tuyauteries	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Détecteurs dépôt papier, carton et produits finis	Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 7.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été menée par sondage. Il ressort de la visite que l'exploitant ne réalise pas l'ensemble des vérifications périodiques (révisions triennale et trentenaire) prévues par le référentiel en vigueur sur son installation d'extinction automatique. Ce point constitue une non-conformité à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Aussi, en vertu des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure la société DS-SMITH de se conformer à cet arrêté sous 4 mois.

Par ailleurs, plusieurs demandes sont formulées auprès de l'exploitant concernant :

- l'opérationnalité du dispositif de détection et de sécurité incendie « Coupure Ventil Clim Elec Méthaniseur »,
- la traçabilité des actions mises en œuvre suite aux alarmes de la centrale de détection incendie,
- le volume d'eaux d'extinction incendie disponibles sur le site, ainsi que le volume des rétentions,
- l'état des tuyauteries inutilisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des détecteurs et contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, ou concourant à la protection (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours, etc.) dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée/d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis par courriel du 17 novembre 2023 la liste des détecteurs du site. Il a été constaté lors de la visite la présence de détecteurs optiques de fumées et d'une extinction automatique d'incendie dans le local de la centrale hydraulique (aussi appelé Nipco Flex) et dans les locaux de l'atelier MP5 « laboratoire physique », « salle de contrôle bobineuse » et « laboratoire chimie ». L'exploitant a transmis par courriel du 17 novembre 2023 les rapports de vérification de la détection incendie en date du 27/04/2023 et du 17/10/2023. Ces rapports mentionnent que le détecteur « Coupure Ventil Clim Elec Méthaniseur » n'a pas été vérifié au cours de ces 2 interventions. Il est implanté dans la zone 16, point 14. Ce détecteur n'apparaît pas sur les plans examinés lors de la visite. <u>Demande n°1 :</u> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier <u>sous 1</u>

<u>mois</u> que le dispositif de détection et de sécurité « Coupure Ventil Clim Elec Méthaniseur » est opérationnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Demande n°1
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Implantation des détecteurs et report d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.2.9
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détecteurs incendie</p> <p>Un système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur est mis en place dans les bâtiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les locaux électriques : Local HTA, local TGBT y compris faux plancher technique, loges transformateurs, local électrique du stockage biomasse ; - l'ensemble des bureaux, y compris salle de contrôle et réfectoire ; - l'atelier ; - pour le local de stockage biomasse : les silos, les locaux hydrauliques (surveillance locale), la zone de préparation (surveillance locale) - pour le bâtiment chaufferie biomasse : en toiture, le dessus du silo biomasse (surveillance locale), la zone du brûleur de démarrage (surveillance locale) - le local chaufferie gaz (abritant les chaudières 14, 15 et 16) . <p>L'exploitant, dans l'exploitation des stockages et réacteurs, respecte les conditions de fonctionnement de ces détecteurs.</p> <p>L'ensemble des alarmes sera retransmis en salle de contrôle à l'ECS (Equipement de Contrôle et de Signalisation) de la protection incendie. Des alarmes lumineuses et sonores seront activées dans les locaux concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>La chaufferie biomasse est encore en phase de construction. L'examen des autres installations a été mené par sondage.</p> <p>L'exploitant déclare que les alarmes sont retransmises au poste de garde. En cas de déclenchement une levée de doute est menée : en fonction de son résultat soit l'alarme est acquittée, soit le POI est déclenché.</p> <p>La centrale principale, dite « maître » est installée au poste de garde. Il existe également plusieurs centrales « esclaves » sur le site dont les défauts et alarmes sont reportés sur la centrale principale.</p> <p>Le jour de la visite, la centrale principale mentionnait plusieurs défauts dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la centrale esclave 2 une alarme hors service (Dt.12 – Zone 5 OPT, DI Cellules 500V), un défaut de réponse (Dt.31 - Zone 8 OPT, DO poste DELLE) et une alarme sprinkler (un défaut de position des vannes 4, 5, 8 et 9) ; - pour la centrale esclave 3, un défaut de batterie ; - pour la centrale principale une information sprinkler : défaut compresseur poste 14A ; - pour la centrale esclave 1 (système aligator) : défaut evac n°5 ALIGATOIR MP5, correspondant à

un défaut d'une alarme d'évacuation.

L'exploitant a indiqué que l'installation était opérationnelle et qu'il s'agissait de défauts qu'il n'arrivait pas à supprimer avec son prestataire.

Pour le défaut sur la centrale esclave 1 (système aligator), l'exploitant a transmis par courriel du 20 décembre 2023 un devis de remplacement du système d'alarme d'évacuation.

Demande n°2 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une traçabilité des défauts enregistrés et des actions correctives mises en œuvre pour remettre l'installation en conformité. L'exploitant transmettra sous 1 mois les actions mises en œuvre suite aux défauts constatés le jour de la visite.

L'exploitant a présenté en séance le plan d'implantation des détecteurs dans l'atelier machine n°5 : 5 détecteurs optiques sont installés à l'étage. Leur présence a été constatée lors de la visite terrain.

De plus, lors de la visite du site, il a été constaté la présence d'un système d'extinction automatique dans le magasin W1 et dans le bâtiment de la machine n°5 à l'étage.

La centrale hydraulique, implantée dans le bâtiment de la machine à papier n°5, est protégée par un système d'extinction automatique à mousse.

La conformité du système d'extinction automatique est examinée dans la fiche n°4.

Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale – Demande n°2

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Détecteurs dépôt papier, carton et produits finis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 7.4

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie

Prescription contrôlée :

Conditions particulières applicables au dépôt de papier, carton et produits finis

[...] Les locaux sont équipés d'une installation de détection appropriée (flamme ou fumée).

Constats :

L'examen a été mené par sondage. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un système d'extinction automatique dans le magasin W1 (stockage de produits finis) permettant la détection d'un incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat du système d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de la détection incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

Constats :

Le système d'extinction automatique installé sur le site a été mis en service le 1er novembre 1980. Il est suivi selon le référentiel APSAD R1. Le certificat de conformité initial (N1) a été émis le 12/02/1981. Les visites hebdomadaires sont réalisées par un sous-traitant et la vérification semestrielle (avec attestation Q1) par un organisme compétent disposant du personnel formé. L'exploitant a présenté le jour de la visite, et transmis par courriel du 1er décembre 2023, les attestations Q1 relatives aux contrôles réalisés du 6 au 7 décembre 2022 et le 19 juin 2023. Celles-ci mentionnent des points de non-conformité susceptibles de mettre en échec le système, et même dans le dernier rapport que l'installation est en situation d'échec.

L'exploitant déclare avoir procédé aux travaux nécessaires et a présenté lors de la visite les détecteurs installés dans les locaux mentionnés comme non-protégés.

En l'absence de nouveau rapport de contrôle Q1, il n'est pas possible d'établir à ce stade si les travaux réalisés par l'exploitant sont suffisants pour ne plus considérer un risque d'échec du système. **L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle Q1 dès sa réception.**

Par ailleurs, l'exploitant a transmis par courriel du 1er décembre 2023 le plan d'installation du réseau d'extinction automatique mentionnant l'implantation des postes de contrôle. Celui-ci fait apparaître des postes n°2, 3 et 19 qui n'apparaissent pas dans le rapport de contrôle. L'exploitant a expliqué par courriel du 20 décembre 2023 que ces postes ont été supprimés. **L'exploitant veillera à maintenir à jour la documentation de son installation.**

En outre, le référentiel APSAD R1 exige des visites complémentaires triennales et trentenaires. Selon les informations indiquées dans les certificats Q1, la dernière visite triennale a été effectuée en 2018 et la visite trentenaire n'a pas été réalisée. L'exploitant déclare que cette dernière est en cours de chiffrage.

L'exploitant ne réalise pas l'ensemble des vérifications périodiques (révision triennale et trentenaire) prévues par le référentiel en vigueur sur son installation d'extinction automatique. Ce point constitue une **non-conformité** à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Aussi, en vertu des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, **l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure la société DS-SMITH de se conformer à cet arrêté.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après :

- deux réserves (2 bâches de stockage respectivement de 2000m³ et 1500m³) d'eau totalisant 3500 m³ d'eau,
- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par les 2 réserves précitées. Ce réseau comprend au moins :
 - une pomperie incendie capable de fournir aux lances et autres équipements un débit total simultané de 600 m³/h avec une pression en sortie de 2,4 bars minimum en sortie de pompe ;
 - 6 poteaux incendies de 100 mm normalisés (NFS 61.213) délivrant un débit minimum de 60 m³/h sous un bar dynamique. Ces hydrants doivent être judicieusement répartis autour des bâtiments ou des stockages à défendre et être implantés à moins de 5 mètres d'une voie accessible aux engins de secours et entre 20 m et 100 m de ces bâtiments ou stockages. Ces moyens doivent permettre de délivrer un débit total minimum de 360 m³/h. Le réseau d'eau incendie est maillé et sectionnable tant en ce qui concerne l'eau de protection que la solution moussante. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre par exemple puisse être isolée. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ;
 - un déluge d'eau au droit du stockage biomasse dûment dimensionné ;
- un système de détection automatique d'incendie équipant les bâtiments à risques et conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur.
- un système de détection automatique d'incendie équipant les bâtiments à risques.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,
- des robinets d'incendie armés opérationnels,
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres associés à des pelles.

Les équipements de lutte contre l'incendie sont opérationnels, entretenus et maintenus en bon état aussi souvent que nécessaire, repérés et facilement accessibles en toute circonstance.

Un plan des moyens de lutte contre l'incendie est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté la présence de 2 réserves d'eau incendie. Celles-ci étaient pleines d'eau. Néanmoins, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier comment il s'assure de la présence du volume prescrit dans l'arrêté préfectoral. Le plan du réseau sprinkler transmis par courriel du 1er décembre 2023 mentionne des volumes de 550m³ et 1000m³, ce qui n'est pas conforme à la prescription. Par ailleurs, les cuves ne sont pas identifiées : il n'est pas possible de les différencier des autres silos de stockage de matières premières présents à proximité immédiate.

Demande n°3 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'identifier les réserves d'eau incendie et de justifier du volume stocké en tout temps sous 1 mois.

Il a été constaté lors de la visite du site l'installation de canons à eau sur le parc de stockage de vieux papiers (papiers issus de la filière de recyclage). La pomperie alimentant ces canons est installée dans un conteneur. Celle-ci fuyait abondamment lors de la visite.

L'exploitant a indiqué par courriel du 20 décembre 2023 que la fuite avait été réparée aussitôt.
L'exploitant a présenté les fiches FIRE indiquant l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie. Il a été constaté que ces plans sont à disposition des services de secours au poste de garde. Une nouvelle fiche sera à établir pour le projet de chaufferie biomasse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Demande n°3
Proposition de délais : Demande n°3 : 1 mois ;

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 5.1.10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; – 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, 50 % de la capacité totale des récipients ; <p>d- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</p> <p>[...]</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. Le premier flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage, est collecté dans un bassin de confinement, équipé d'un déversoir d'orage placé en tête.</p> <p>Les bassins peuvent être confondus auquel cas leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'arrosage d'un incendie majeur sur le site, sans être inférieure à 3000 m3.</p> <p>Le volume nécessaire au confinement des eaux d'incendie au niveau de la chaufferie biomasse est de 400m3 . Un bassin de rétention de 400m3 associé à un séparateur à hydrocarbures est mis en œuvre à cet effet.</p> <p>Ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets</p>

appropriées. L'exploitant s'assure aussi souvent que nécessaire que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leurs dispositifs d'obturation qui est maintenu fermé.

Constats :

La chaufferie biomasse est encore en phase de construction. L'examen des autres installations a été mené par sondage.

Les eaux incendies sont récupérées par le réseau d'égout relié à la station d'épuration, de même que les eaux pluviales. La rétention des eaux incendie se fait en partie par les canaux en béton en amont de la station. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'eau dans ces canaux. Par courriel du 1er décembre 2023, l'exploitant indique qu'ils ont une capacité à vide de 900 m³. Lors de la visite il a indiqué qu'en tout état de cause les eaux d'extinction pourraient être contenues dans le clari-floculateur n°1 de sa station d'épuration d'une capacité de 4 000 m³, ce qui lui permet de répondre à la prescription réglementaire. Cependant, le clarifloculateur étant utilisé pour le fonctionnement de la station d'épuration, l'inspection des installations classées s'interroge sur la procédure mise en place par l'exploitant afin d'obtenir le volume attendu lors d'un incendie.

L'exploitant indique par courriel du 20 décembre 2023 qu'en cas d'incendie, les eaux d'extinction sont évacuées par les canaux vers le clarifloculateur ; le débordement du clarifloculateur suit ensuite le trajet de traitement des eaux.

Demande n°4 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois sa capacité de rétention de 3 000 m³ en cas d'incendie et, au vu du courriel du 20 décembre 2023, si la station d'épuration est apte à recevoir (en volume) et à traiter (capacité épuratoire) des eaux d'extinction incendie, notamment en cas d'utilisation d'émulseurs.

Lors de la visite du local de la centrale hydraulique, il a été constaté la présence 4 fûts de 200L d'huiles sur une rétention commune. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le dimensionnement de cette rétention. L'exploitant a indiqué par courriel de 20 décembre 2023 « *il y avait 4 fûts de 208L sur une rétention. Cette rétention fait 400L. Aujourd'hui, nous n'avons plus de fûts et nous avons mis une consigne quant à la quantité maximale de fûts à mettre sur la rétention.* ». Une photo justifiant de l'affichage de la consigne a été transmise. Les fûts sont stockés dans le local à huiles.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Demande n°4

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2022, article 3.2

Thème(s) : Risques accidentels, tuyauteries

Prescription contrôlée :

[...] Les différentes tuyauteries, canalisations et conduites sont accessibles, entretenues et repérées conformément aux règles en vigueur. [...]

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté la présence de tuyauteries inutilisées dont au moins une servait à

alimenter les chaudières en fioul selon les explications de l'exploitant. Le revêtement béton de cette tuyauterie est fortement endommagé et elle est corrodée.

L'exploitant déclare qu'il ne sait pas si les tuyauteries ont été nettoyées et inertées afin de supprimer tout potentiel de risque.

Demande n°5 : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de fournir sous **1 mois** un état des lieux et un plan d'action pour la mise en sécurité des tuyauteries abandonnées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale – Demande n°5

Proposition de délais : 1 mois